

Document

L'Europe pousse les banques à participer au sauvetage d'Athènes

(Reuters)

Le 22.06.11

L'Europe, soucieuse d'épargner au contribuable la totalité du coût d'un nouveau renflouement de la Grèce, presse banques et assureurs de prendre leur part du fardeau en participant volontairement à un deuxième plan de sauvetage.

Des discussions en ce sens ont débuté mercredi dans l'ensemble de la zone euro, ont dit à Reuters plusieurs sources au fait du dossier.

En Allemagne, "le ministère des Finances a invité les banques et les assureurs à des négociations au niveau d'un groupe de travail à Francfort", a déclaré l'une de ces sources, ajoutant que toutes les banques et tous les assureurs susceptibles d'être concernés y prendraient part.

En France, "les consultations ont débuté le 22 juin entre les autorités et les différents acteurs financiers français", a dit une autre source.

"Les principales banques françaises participent", a précisé une troisième, sans toutefois en nommer aucune.

Auparavant, un porte-parole de la Fédération française des sociétés d'assurances avait indiqué à Reuters que le président de la FFSA, Bernard Spitz, se trouvait au ministère de l'Economie pour discuter de la participation volontaire du secteur privé au plan d'aide à la Grèce.

Des discussions similaires ont lieu en Italie et aux Pays-Bas notamment.

Le gouvernement socialiste grec de Georges Papandreou a remporté dans la nuit de mardi à mercredi au parlement d'Athènes un vote de confiance indispensable à l'adoption d'un plan d'austérité sur cinq ans.

"VOLONTAIRE"

Ce feu vert, qui n'était pas acquis d'avance, devrait permettre le déblocage le mois prochain d'une nouvelle tranche d'aide de 12 milliards d'euros du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Union européenne (UE).

Mais les discussions en cours sur un nouveau plan d'aide à Athènes portent sur un montant global qui pourrait être dix fois supérieur d'ici 2014, ce qui supposerait une participation du privé à hauteur de 30 milliards d'euros.

"Les porteurs d'obligations devraient jouer un rôle important pour éviter une insolvabilité de la Grèce", explique le ministère allemand des Finances dans une lettre aux institutions financières les conviant aux discussions, que Reuters a pu lire.

"Nous vous invitons à une réunion pour débattre de toutes les options en matière de contribution concrète", ajoute-t-il.

Le dossier n'est pas à l'ordre du jour officiel du conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement de jeudi et vendredi à Bruxelles mais il devrait dominer les discussions informelles.

"Notre position est qu'il faut la participation la plus large possible, qui comprenne l'ensemble du secteur financier qui a des expositions sur la Grèce", a déclaré une source gouvernementale française

"Le processus sera volontaire mais il est clair que tous les établissements financiers ont un intérêt à la stabilité de la zone euro et de la Grèce", a ajouté cette source.

L'aspect volontaire de cette implication du secteur privé est un élément clé du débat: tout soupçon de participation forcée des créanciers privée pourrait en effet conduire les agences de notation financière à constater une situation de défaut de la Grèce, avec à la clé un risque de réaction en chaîne dans l'ensemble de la zone euro.

ÉVITER UN DÉFAUT

Pour faciliter les discussions, l'Allemagne a été contrainte d'abandonner l'idée d'un échange de titres obligataires rallongeant l'échéance de la dette grecque de sept ans.

On estime que les investisseurs privés détiennent environ deux tiers des quelque 270 milliards d'euros d'obligations souveraines grecques en circulation. Environ 90 milliards d'euros seraient détenus par des compagnies d'assurance, des fonds de pension et d'autres investisseurs, parmi lesquels des fonds spéculatifs.

Les banques allemandes ont chiffré leur propre exposition entre 10 et 20 milliards d'euros et la Banque des règlements internationaux (BRI) évalue celle des banques françaises à 15 milliards.

En échange de leur soutien, les banques allemandes réclament des garanties de l'Etat et il est probable que les discussions portent principalement sur les modalités d'un tel échange.

Le nouveau plan d'austérité grec prévoit qu'Athènes lève 50 milliards d'euros grâce aux privatisations et implique un assainissement budgétaire de 6,5 milliards d'euros en 2011.

La plupart des analystes doutent cependant toujours de la capacité du pays à rembourser sa dette abyssale de 340 milliards d'euros. Le directeur général de Pimco, premier gestionnaire mondial de fonds obligataires, a déclaré mercredi s'attendre à ce que la Grèce et d'autres économies européennes fassent défaut sur leur dette.

"On est dans un vaste jeu de poker menteur", commente un analyste crédit qui n'a pas souhaité être nommé. "Toute seule, la Grèce ne s'en sortira pas".

Même si la Grèce se retrouvait en défaut, les charges de dépréciation pour les banques ne seraient pas forcément dévastatrices, estiment certains analystes. Mais le risque est qu'un défaut provoque une chute libre des marchés et un effet de contagion vers des pays tels que l'Espagne et l'Italie.